



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.950/4
du 19 mars 2018

advies 62.950/4
van 19 maart 2018

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant la loi du
16 mai 2001 portant statut des
militaires du cadre de réserve
des Forces armées'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van de wet van
16 mei 2001 houdende statuut
van de militairen van het
reservekader van de
Krijgsmacht'

Le 7 février 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Défense, chargé de la Fonction publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 23 mars 2018 *, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 19 mars 2018. La chambre était composée de Jacques JAUMOTTE, président du Conseil d'État, Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO, conseiller d'État, Marianne DONY, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 mars 2018.

* Par courriel du 9 février 2018.

*

Op 7 februari 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie, belast met Ambtenarenzaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 23 maart 2018 * een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 16 mei 2001 houdende statuut van de militairen van het reservekader van de Krijgsmacht'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 19 maart 2018. De kamer was samengesteld uit Jacques JAUMOTTE, voorzitter van de Raad van State, Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO, staatsraad, Marianne DONY, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 maart 2018.

*

* Bij e-mail van 9 februari 2018.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet [‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il ressort des documents transmis à la section de législation que la version du texte en projet qui a été soumise au comité de négociation du 5 mai 2017 ne contient pas l'annexe au texte en projet (tableaux I à IV) de telle manière que la négociation doit être considérée comme incomplète.

La même question se pose pour l'accomplissement des autres formalités préalables.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de vérifier si c'est bien sur l'ensemble du texte en projet, en ce compris l'annexe, que les formalités préalables ont été accomplies.

Si tel n'est pas le cas, il faut en conclure que les formalités préalables n'ont pas été valablement accomplies.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mai 2001 'portant statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées' dispose ce qui suit :

« Pour autant que ces dispositions ne soient pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi, toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives au statut des officiers de carrière, des sous-officiers de carrière ou des volontaires de carrière sont applicables aux militaires de réserve selon la catégorie de personnel à laquelle ils appartiennent ».

Par conséquent, les dispositions qui ont pour seul objet de reproduire les mêmes règles que celles contenues dans la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées' doivent par préférence être omises ¹.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ En modifiant l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mai 2001, l'article 6 de l'avant-projet confirme et approfondit la transversalité du dispositif applicable au statut des officiers de carrière, des sous-officiers de carrière ou des volontaires de carrière en précisant que ce n'est que si la loi du 16 mai 2001 et les dispositions réglementaires prises en exécution de celle-ci sont incompatibles – comme l'indique le commentaire de l'article 6 de l'avant-projet de loi, à savoir lorsque ces dispositions tiennent compte du caractère spécifique du statut des militaires du cadre de réserve – avec le statut des officiers de carrière, des sous-officiers de carrière ou des volontaires de carrière, que ce statut ne s'applique pas.

Néanmoins, si l'auteur du texte entend les maintenir afin d'éviter tout doute ou encore pour faciliter la lecture des dispositions de la loi du 16 mai 2001, il doit à tout le moins le faire en faisant référence, dans le dispositif en projet et pas uniquement dans le commentaire des articles concernés, au(x) disposition(s) de la loi du 28 février 2007 visée(s), et ce en indiquant ce qui suit « conformément à l'article de la loi du 28 février 2007 ».

Tel est, par exemple, le cas :

– de l'article 2 de l'avant-projet (article 2, § 4, alinéa 1^{er}, 1^o, et alinéa 3, 1^o, de la loi du 16 mai 2001, en projet) en ce qu'il ajoute, pour le recrutement spécial des officiers de réserve de niveau A et des sous-officiers de réserve de niveau B, qu'ils le sont respectivement sur la base d'un master (ou d'un master complémentaire) ou sur la base d'un bachelier « ou d'un diplôme ou certificat équivalent » alors que ces termes sont couverts dans les définitions contenues à l'article 3, 14^o, 16^o et 17^o, de la loi du 28 février 2007 ² ; les mots « ou d'un diplôme ou certificat équivalent » seront dès lors omis ;

– de l'article 3 de l'avant-projet (article 3, alinéa 2, de la loi du 16 mai 2001, en projet) puisque l'article 27, § 3, alinéa 3, de la loi du 28 février 2007 prévoit déjà que « les officiers du niveau B n'ont accès qu'aux grades d'officiers subalternes » ;

– de l'article 22 de l'avant-projet (article 32*bis* de la loi du 16 mai 2001, en projet) en ce qu'il a pour seul objet de reproduire l'article 58, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 2007 ;

– de l'article 24 de l'avant-projet, en ce que l'article 33*bis*, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mai 2001, en projet, qui renvoie « aux dispositions de la loi du 28 février 2007, à l'exception des dispositions relatives aux catégories d'aptitude » sera dès lors complété par la référence aux articles 69 à 72/5 de cette loi ;

– de l'article 30, b), de l'avant-projet (article 41, alinéa 2, de la loi du 16 mai 2001, en projet) qui reproduit l'article 45, alinéa 2, de la loi du 28 février 2007 ;

– de l'article 32 de l'avant-projet en ce qu'il tend à modifier l'article 43 de la loi du 16 mai 2001 afin de le rendre similaire à l'article 56, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 2007 ;

– de l'article 55 de l'avant-projet qui tend à modifier l'article 64, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mai 2001 afin de le rendre identique à l'article 65, § 1^{er}, de la loi du 28 février 2007 ;

– de l'article 56 de l'avant-projet (article 65*bis* de la loi du 16 mai 2001, en projet) qui tend à reproduire l'article 37 de la loi du 28 février 2007 ;

² Voir l'avis n° 53.229/4 donné le 22 mai 2013 sur un avant-projet devenu la loi du 31 juillet 2013 'modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des Forces armées et modifiant certaines dispositions relatives au statut du personnel militaire', en particulier l'observation sous l'article 20, *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 2879/1, pp. 307-325 , <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/53229.pdf>.

– de l'article 60, de l'avant-projet (article 65^{septies} de la loi du 16 mai 2001, en projet) qui devrait préciser, à l'instar de ce que prévoit l'article 58, alinéa 4, en projet (article 47 de l'avant-projet), que « l'instance d'appel » est celle « visée à l'article 178/2 de la loi du 28 février 2007 ».

L'ensemble de l'avant-projet sera revu en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Articles 2 et 4

1. De l'accord de l'officier délégué, il y a également lieu de viser le master complémentaire³ dans l'article 2, § 4, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 16 mai 2001, en projet⁴.

La même observation semble également valoir pour l'article 4, 4^o, de la même loi, en projet.

Les articles 2 et 4, e), de l'avant-projet seront revus en ce sens.

2. Comme en a convenu l'officier délégué, il y a lieu de lire, dans la version française de l'article 4, a), de l'avant-projet « qui a été admise conformément à l'article 7, qui satisfait aux conditions et (... la suite comme à l'avant-projet) ».

Articles 8 et 19

L'article 9 de la loi du 16 mai 2001, en projet, est rédigé comme suit :

« Les dispositions relatives aux conditions d'âge ne sont pas d'application pour le postulant candidat militaire de réserve qui fait partie du personnel civil du ministère de la Défense ».

Dans son avis n° 53.229/4, donné le 22 mai 2013, sur un avant-projet devenu la loi du 31 juillet 2013 'modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des Forces armées et modifiant certaines dispositions relatives au statut du personnel militaire', la section de législation a, concernant l'article 22 de cet avant-projet, observé ce qui suit :

« Les règles constitutionnelles d'égalité et de non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre certaines catégories de personnes, pour autant que le critère de différenciation soit susceptible de justification objective et raisonnable. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la norme en cause ; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il

³ L'attention de l'auteur de l'avant-projet est cependant attirée sur ce que cette notion n'existe plus en tant que telle et a été remplacée par les autorités compétentes en la matière par les notions de « master de spécialisation » et de « master-na-masteropleiding ».

⁴ Voir l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 28 février 2007.

n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

Selon l'article 6, paragraphe 1, de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 'portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail', une distinction directe fondée sur l'âge ne constitue pas une discrimination lorsqu'elle est objectivement et raisonnablement justifiée, par un motif légitime, notamment par des objectifs légitimes de politique de l'emploi, du marché du travail ou tout autre objectif légitime comparable, et que les moyens de réaliser cet objectif sont appropriés et nécessaires.

L'auteur de l'avant-projet complètera le commentaire de l'article pour y justifier les limites d'âge qui s'appliquent au postulant ».

En l'espèce l'article 8 de l'avant-projet tend à supprimer l'application des dispositions relatives aux conditions d'âge au postulant candidat militaire de réserve qui fait partie du personnel civil du ministère de la Défense, ce qui est plus conforme à la directive 2000/78/CE.

L'officier délégué a précisé que

« [l]a dérogation vise à valoriser l'expérience du personnel civil acquise au sein du Ministère de la Défense, ainsi que leur connaissance de la spécificité du milieu militaire et de son fonctionnement. Dans l'attente d'un nouveau concept relatif au personnel de réserve des Forces armées en projet, cette disposition a pour but de pouvoir employer nos civils de la Défense dans leur fonction à l'extérieur du Royaume en renfort des Forces armées ».

Il n'en reste pas moins que la distinction qu'entend instaurer la disposition en projet doit être justifiée au regard du principe d'égalité par rapport aux autres militaires pour lesquels les conditions d'âge sont maintenues.

Le commentaire de l'article 8 de l'avant-projet sera complété sur ce point.

La même observation vaut pour l'article 19, 5°, de l'avant-projet.

Articles 9 et 11

Comme l'a proposé l'officier délégué, il y a lieu de remplacer les mots « dont la démission de l'emploi a été acceptée » par les mots « dont la démission de l'emploi est acceptée » dans les articles 9 et 11 de l'avant-projet.

Article 16

Comme en a convenu l'officier délégué, outre le renvoi à l'article 119/2 de la loi du 28 février 2007, l'article 16 de l'avant-projet doit également renvoyer à l'application des articles 119 et 119/1.

L'article 19, 5°, de l'avant-projet (article 30, alinéa 3, en projet) sera également vérifié sur ce point.

Article 33

À l'alinéa 2, il est suggéré soit d'écrire « la loi du 28 février 2007 » soit de remplacer les mots « la loi du 28 février 2007 » par les mots « cette même loi », auquel cas, dans la version néerlandaise, il y aura lieu d'utiliser les mots « die zelfde wet ».

Article 34

Interrogé sur l'article 34 de l'avant-projet, l'officier délégué a donné les informations suivantes :

« Les dispositions relatives aux positions des militaires du cadre de réserve sont différentes de celles fixées pour le cadre actif. Les dispositions relatives au statut du cadre de réserve sont fixées dans la loi du 20 mai 1994 relative aux périodes et aux positions des militaires du cadre de réserve, ainsi qu'à la mise en œuvre et à la mise en condition des Forces armées. Cette disposition complète l'article 5 de cette loi ».

Par conséquent, il apparaît plus opportun de modifier la loi du 20 mai 1994.

L'avant-projet sera revu en ce sens.

Article 45

Dans la phrase liminaire, les mots « , alinéa 1^{er}, de la même loi » seront remplacés par les mots « de la même loi, modifié par la loi du 31 juillet 2013 ». En effet, il résulte de l'article 335 de la loi du 31 juillet 2013 'modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des Forces armées et modifiant certaines dispositions relatives au statut du personnel militaire', que le second alinéa de l'article 56 de la loi du 16 mai 2001 a été abrogé.

Article 57

À l'article 65^{ter}, alinéa 1^{er}, en projet, il convient d'omettre la mention de l'article 63^{bis} de la loi du 16 mai 2001, la disposition ayant été abrogée par l'effet de l'article 338 de la loi du 31 juillet 2013.

Articles 58 à 60

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de préciser que les articles en projet (qui sont relatifs à la formation continuée) s'insèrent dans « le chapitre IX/1 de la même loi ».

Articles 70 et 71

Les articles 70 et 71 de l'avant-projet tendent à abroger respectivement les articles 75 et 92 de la loi du 16 mai 2001.

Concernant l'abrogation de l'article 92 de cette loi, l'officier délégué a précisé ce qui suit à propos de l'alinéa 1^{er} :

« [...] pour les officiers et sous-officiers de carrière, on ne parle plus de corps et spécialité mais de filière de métier et de pôle de compétence conformément à l'article 271/3 de la loi du 28/02/2007 et à l'article 33 de l'arrêté royal du 26 décembre 2013 modifiant diverses dispositions relatives à la carrière des militaires du cadre actif des forces armées. Ces dispositions fixent que les corps et spécialités ne peuvent pas être utilisées au-delà du 31 décembre 2016 pour les comités d'avancement ».

Les commentaires des articles 70 et 71 seront complétés afin de mieux refléter ces explications.

Articles 72 à 80

1. Concernant les mesures transitoires prévues aux articles 72 à 80 de l'avant-projet et à l'annexe, l'auteur du texte doit être en mesure de pouvoir justifier qu'elles respectent le principe d'égalité.

Le commentaire des articles sera utilement complété sur ce point.

2. En outre, dans la version française, l'auteur de l'avant-projet vérifiera s'il n'y a pas lieu à l'instar de ce que prévoit la version néerlandaise des dispositions en projet, de remplacer, aux articles 75, alinéa 2, et 76, alinéa 2, de l'avant-projet, les mots « candidats volontaires » par les mots « volontaires ».

Article 81

L'article 81 de l'avant-projet est rédigé comme suit :

« Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi, et au plus tard le 1^{er} janvier 2018 ».

Interrogé sur l'article 81 de l'avant-projet, en particulier eu égard à la date du 1^{er} janvier 2018 qui a pour effet que l'habilitation au Roi n'a plus d'objet, l'officier délégué a proposé ce qui suit :

« La mise en vigueur de l'avant-projet de loi va être modifiée. Le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 mai 2003 relatif au statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées qui sera prochainement soumis à l'avis du Conseil d'État mettra en vigueur la présente loi mais au plus tard pour le 01/01/2019 afin que les textes relatifs au statut du cadre de réserve gardent leur cohérence ».

Il en résulterait de remplacer, dans l'article 81 de l'avant-projet, les mots « au plus tard le 1 janvier 2018 » par les mots « au plus tard le 1^{er} janvier 2019 ».

Rien ne s'oppose à la proposition formulée par l'officier délégué.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit de documenten die aan de afdeling Wetgeving bezorgd zijn, blijkt dat de versie van de ontworpen tekst die aan het onderhandelingscomité van 5 mei 2017 voorgelegd is niet vergezeld ging van de ontworpen bijlage bij die tekst (tabellen I tot IV), zodat de onderhandeling als onvolledig beschouwd dient te worden.

Dezelfde opmerking dient gemaakt te worden met betrekking tot het vervullen van de overige voorafgaande vormvereisten.

De steller van het voorontwerp dient er zich van te vergewissen of de voorafgaande vormvereisten wel degelijk vervuld zijn met betrekking tot de hele ontworpen tekst, met inbegrip van de bijlage.

Indien dit niet het geval is, dient daaruit afgeleid te worden dat de voorafgaande vormvereisten niet rechtsgeldig vervuld zijn.

ALGEMENE OPMERKING

Artikel 6, eerste lid, van de wet van 16 mei 2001 ‘houdende statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht’ luidt als volgt:

“Voor zover deze bepalingen niet onverenigbaar zijn met de bepalingen van deze wet zijn alle wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het statuut van de beroepsofficieren, de beroepsonderofficieren of de beroepsvrijwilligers toepasselijk op de reservemilitairen, naar gelang van de personeelscategorie waartoe zij behoren.”

De bepalingen die er louter toe strekken dezelfde regels op te nemen als die welke vervat zijn in de wet van 28 februari 2007 ‘tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht’ zouden bijgevolg beter weggelaten worden.¹

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Door de wijziging die bij die bepaling aangebracht wordt in artikel 6, eerste lid, van de wet van 16 mei 2001, bevestigt en verruimt artikel 6 van het voorontwerp het transversale karakter van de regeling die geldt voor het statuut van de beroepsofficieren, de beroepsonderofficieren en de beroepsvrijwilligers doordat daarin bepaald wordt

Indien de steller van de tekst die bepalingen niettemin wil behouden om alle twijfel weg te nemen of nog ter wille van de leesbaarheid van de bepalingen van de wet van 16 mei 2001, moet hij daarbij, in het ontworpen dispositief en niet alleen in de bespreking van de artikelen in kwestie, op zijn minst verwijzen naar de desbetreffende bepaling(en) van de wet van 28 februari 2007, en in dat kader melding maken van het volgende: “overeenkomstig artikel van de wet van 28 februari 2007.”

Dat geldt bijvoorbeeld voor:

– artikel 2 van het voorontwerp (ontworpen artikel 2, § 4, eerste lid, 1°, en derde lid, 1°, van de wet van 16 mei 2001), doordat daarbij de bepaling toegevoegd wordt dat de bijzondere werving van reserveofficieren van niveau A en van reserveonderofficieren van niveau B respectievelijk geschiedt op basis van een master (of van een bijkomende master) of op basis van een bachelor “of een gelijkwaardig diploma of getuigschrift”, terwijl die termen gedefinieerd zijn in artikel 3, 14°, 16° en 17°, van de wet van 28 februari 2007;² de woorden “of een gelijkwaardig diploma of getuigschrift” moeten dan ook weggelaten worden;

– artikel 3 van het voorontwerp (ontworpen artikel 3, tweede lid, van de wet van 16 mei 2001), aangezien in artikel 27, § 3, derde lid, van de wet van 28 februari 2007 reeds bepaald wordt dat “de officieren van niveau B (...) slechts in de graden van lager officier (...) benoemd [kunnen worden]”;

– artikel 22 van het voorontwerp (ontworpen artikel 32bis van de wet van 16 mei 2001), doordat dat artikel er louter toe strekt artikel 58, eerste lid, van de wet van 28 februari 2007 over te nemen;

– artikel 24 van het voorontwerp, doordat het ontworpen artikel 33bis, eerste lid, van de wet van 16 mei 2001, waarin verwezen wordt naar “de bepalingen van de wet van 28 februari 2007, met uitzondering van de bepalingen inzake de geschiktheidscategorieën” dus aangevuld dient te worden met een verwijzing naar de artikelen 69 tot 72/5 van die wet;

– artikel 30, b), van het voorontwerp (ontworpen artikel 41, tweede lid, van de wet van 16 mei 2001), waarin artikel 45, tweede lid, van de wet van 28 februari 2007 overgenomen wordt;

– artikel 32 van het voorontwerp, doordat die bepaling ertoe strekt artikel 43 van de wet van 16 mei 2001 aldus te wijzigen dat het gelijkvormig wordt aan artikel 56, eerste lid, van de wet van 28 februari 2007;

dat dit statuut alleen dan niet van toepassing is als de wet van 16 mei 2001 en de reglementaire bepalingen genomen ter uitvoering van die wet onverenigbaar zijn met het statuut van de beroepsofficieren, de beroepsonderofficieren en de beroepsvrijwilligers, zoals aangegeven in de bespreking van artikel 6 van het voorontwerp van wet, namelijk wanneer die bepalingen rekening houden met het specifieke karakter van het statuut van de militairen van het reservekader.

² Zie advies 53.229/4, dat op 22 mei 2013 verstrekt is over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 31 juli 2013 ‘tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht en tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van het militair personeel’, inzonderheid de opmerking bij artikel 20, *Parl.St.* Kamer 2012-13, nr. 2879/1, 307-325, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/53229.pdf>.

– artikel 55 van het voorontwerp, dat ertoe strekt artikel 64, eerste lid, van de wet van 16 mei 2001 aldus te wijzigen dat het identiek wordt aan te maken met artikel 65, § 1, van de wet van 28 februari 2007;

– artikel 56 van het voorontwerp (ontworpen artikel 65bis van de wet van 16 mei 2001), dat ertoe strekt artikel 37 van de wet van 28 februari 2007 over te nemen;

– artikel 60 van het voorontwerp (ontworpen artikel 65septies van de wet van 16 mei 2001) waarin, naar het voorbeeld van wat in het ontworpen artikel 58, vierde lid, (artikel 47 van het voorontwerp) bepaald wordt, gepreciseerd zou moeten worden dat “de beroepsinstantie” die is “bedoeld in artikel 178/2 van de wet van 28 februari 2007”.

Het volledige voorontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikelen 2 en 4

1. De gemachtigde officier is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 2, § 4, eerste lid, 1°, van de wet van 16 mei 2001 eveneens verwezen dient te worden naar de bijkomende master.³⁻⁴

Dezelfde opmerking lijkt eveneens op te gaan voor het ontworpen artikel 4, 4°, van dezelfde wet.

De artikelen 2 en 4, e), van het voorontwerp moeten in die zin herzien worden.

2. De gemachtigde officier is het ermee eens dat in de Franse tekst van artikel 4, a), van het voorontwerp geschreven dient te worden “qui a été admise conformément à l’article 7, qui satisfait aux conditions et (... voorts zoals in het voorontwerp)”.

Artikelen 8 en 19

Het ontworpen artikel 9 van de wet van 16 mei 2001 luidt als volgt:

“De bepalingen betreffende de leeftijdsvoorwaarden zijn niet van toepassing op de sollicitant kandidaat-reservemilitair die deel uitmaakt van het burgerpersoneel van het ministerie van Landsverdediging.”

³ De steller van het voorontwerp wordt er evenwel opmerkzaam op gemaakt dat dit begrip als zodanig niet meer bestaat en door de ter zake bevoegde overheden vervangen is door de begrippen “master de spécialisation” en “master-na-masteropleiding”.

⁴ Zie artikel 5, § 2, eerste lid, 1°, van de wet van 28 februari 2007.

In advies 53.229/4, dat op 22 mei 2013 verstrekt is over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 31 juli 2013 ‘tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht en tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van het militair personeel’, heeft de afdeling Wetgeving met betrekking tot artikel 22 van dat voorontwerp het volgende opgemerkt:

“De grondwettelijke regels van gelijkheid en van niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen zou worden ingesteld, voor zover voor het criterium van onderscheid een objectieve en redelijke verantwoording bestaat. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld, rekening houdend met het doel en de gevolgen van de desbetreffende norm; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

Luidens artikel 6, lid 1, van richtlijn 2000/78/EG van de Raad van 27 november 2000 ‘tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep’ is een direct onderscheid op grond van leeftijd geen discriminatie wanneer het objectief en redelijk wordt gerechtvaardigd door een legitiem doel, met inbegrip van legitieme doelstellingen van het beleid op het terrein van de werkgelegenheid, de arbeidsmarkt of elk ander vergelijkbaar legitiem doel, en de middelen voor het bereiken van dat doel passend en noodzakelijk zijn.

De steller van het voorontwerp moet de toelichting bij het artikel aanvullen om daarin de leeftijdsgrenzen te verantwoorden die voor de sollicitant gelden.”

In casu strekt artikel 8 van het voorontwerp ertoe de bepalingen betreffende de leeftijdsvoorwaarden niet langer te laten gelden voor de sollicitant kandidaat-reservemilitair die deel uitmaakt van het burgerpersoneel van het ministerie van Landsverdediging, wat meer in overeenstemming is met richtlijn 2000/78/EG.

De gemachtigde officier heeft het volgende te kennen gegeven:

“La dérogation vise à valoriser l’expérience du personnel civil acquise au sein du Ministère de la Défense, ainsi que leur connaissance de la spécificité du milieu militaire et de son fonctionnement. Dans l’attente d’un nouveau concept relatif au personnel de réserve des Forces armées en projet, cette disposition a pour but de pouvoir employer nos civils de la Défense dans leur fonction à l’extérieur du Royaume en renfort des Forces armées.”

Dat neemt niet weg dat het verschil dat bij de ontworpen bepaling ingevoerd zou worden, verantwoord dient te worden in het licht van het gelijkheidsbeginsel ten aanzien van de andere militairen voor wie de leeftijdsvoorwaarden behouden blijven.

De bespreking van artikel 8 van het voorontwerp moet op dat punt aangevuld worden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 19, 5°, van het voorontwerp.

Artikelen 9 en 11

Zoals de gemachtigde officier voorgesteld heeft, dienen in de artikelen 9 en 11 van het voorontwerp de woorden “van wie het ontslag uit het ambt is aangenomen” vervangen te worden door de woorden “van wie het ontslag uit het ambt aanvaard is”.

Artikel 16

De gemachtigde officier is het ermee eens dat artikel 16 van het voorontwerp naast de verwijzing naar artikel 119/2 van de wet van 28 februari 2007 eveneens een verwijzing dient te bevatten naar de toepassing van de artikelen 119 en 119/1.

Ook artikel 19, 5°, van het voorontwerp (ontworpen artikel 30, derde lid) moet op dat punt nagekeken worden.

Artikel 33

Voorgesteld wordt om in het tweede lid van de Franse tekst te schrijven “la loi du 28 février 2007” of om de woorden “la loi du 28 février” te vervangen door de woorden “cette même loi”, in welk geval in de Nederlandse tekst “diezelfde wet” geschreven zou moeten worden.

Artikel 34

Op een vraag in verband met artikel 34 van het voorontwerp heeft de gemachtigde officier de volgende informatie verstrekt:

“Les dispositions relatives aux positions des militaires du cadre de réserve sont différentes de celles fixées pour le cadre actif. Les dispositions relatives au statut du cadre de réserve sont fixées dans la loi du 20 mai 1994 relative aux périodes et aux positions des militaires du cadre de réserve, ainsi qu’à la mise en œuvre et à la mise en condition des Forces armées. Cette disposition complète l’article 5 de cette loi.”

Het lijkt dan ook beter om de wijzigingsbepaling in de wet van 20 mei 1994 in te voegen.

Het voorontwerp moet in die zin herzien worden.

Artikel 45

In de inleidende zin moeten de woorden “, eerste lid, van dezelfde wet” vervangen worden door de woorden “van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 31 juli 2013”. Uit artikel 335 van de wet van 31 juli 2013 ‘tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht en tot wijziging van

sommige bepalingen betreffende het statuut van het militair personeel', volgt immers dat het tweede lid van artikel 56 van de wet van 16 mei 2001 opgeheven is.

Artikel 57

In het ontworpen artikel 65^{ter}, eerste lid, dient de vermelding van artikel 63^{bis} van de wet van 16 mei 2001 weggelaten te worden, aangezien die bepaling opgeheven is ten gevolge van artikel 338 van de wet van 31 juli 2013.

Artikelen 58 tot 60

In de inleidende zin dient verduidelijkt te worden dat de ontworpen artikelen (die betrekking hebben op de voortgezette vorming) ingevoegd worden in "hoofdstuk IX/1 van dezelfde wet."

Artikelen 70 en 71

De artikelen 70 en 71 van het voorontwerp strekken tot de opheffing van respectievelijk de artikelen 75 en 92 van de wet van 16 mei 2001.

Met betrekking tot de opheffing van artikel 92 van die wet heeft de gemachtigde officier het volgende aangegeven in verband met het eerste lid:

"[...] pour les officiers et sous-officiers de carrière, on ne parle plus de corps et spécialité mais de filière de métier et de pôle de compétence conformément à l'article 271/3 de la loi du 28/02/2007 et à l'article 33 de l'arrêté royal du 26 décembre 2013 modifiant diverses dispositions relatives à la carrière des militaires du cadre actif des forces armées. Ces dispositions fixent que les corps et spécialités ne peuvent pas être utilisées au-delà du 31 décembre 2016 pour les comités d'avancement."

De bespreking van de artikelen 70 en 71 moet aldus aangevuld worden dat die uitleg daarin beter naar voren komt.

Artikelen 72 tot 80

1. Met betrekking tot de overgangsmaatregelen waarin de artikelen 72 tot 80 van het voorontwerp en de bijlage voorzien, moet de steller van de tekst kunnen aantonen dat het gelijkheidsbeginsel daarbij in acht genomen wordt.

Het verdient aanbeveling de artikelsgewijze bespreking op dat punt aan te vullen.

2. Bovendien moet de steller van het voorontwerp nagaan of, naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst van de ontworpen bepalingen, in de Franse tekst van de artikelen 75, tweede

lid, en 76, tweede lid, van het voorontwerp, de woorden “candidats volontaires” niet vervangen dienen te worden door de woorden “volontaires”.

Artikel 81

Artikel 81 van het voorontwerp luidt als volgt:

“De Koning bepaalt voor deze wet de dag van inwerkingtreding, en uiterlijk op 1 januari 2018.”

Op een vraag in verband met artikel 81 van het voorontwerp, in het bijzonder gelet op de datum van 1 januari 2018, die tot gevolg heeft dat de aan de Koning verleende machtiging doelloos geworden is, heeft de gemachtigde officier het volgende voorgesteld:

“La mise en vigueur de l’avant-projet de loi va être modifiée. Le projet d’arrêté royal modifiant l’arrêté royal du 3 mai 2003 relatif au statut des militaires du cadre de réserve des Forces armées qui sera prochainement soumis à l’avis du Conseil d’État mettra en vigueur la présente loi mais au plus tard pour le 01/01/2019 afin que les textes relatifs au statut du cadre de réserve gardent leur cohérence.”

Daaruit zou volgen dat, in artikel 81 van het voorontwerp, de woorden “uiterlijk op 1 januari 2018” vervangen zouden moeten worden door de woorden “uiterlijk op 1 januari 2019”.

Tegen dat voorstel van de gemachtigde officier bestaat geen bezwaar.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D’ÉTAT –
DE VOORZITTER VAN DE RAAD VAN STATE

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Jacques JAUMOTTE